

Envol des Cigognes

La lettre aux adhérents et
sympathisants du Grdr N°38 - Décembre 2023



**REUSSIR L'INTEGRATION EN FRANCE:
DES PARCOURS DIVERS**

- 03** L'éditorial
- 05** L'intégration des immigrés : un « échec » ni généralisé, ni majoritaire
- 11** La réintégration, un parcours à part entière
Entretien avec Hawa Tounkara
- 16** Le double espace au service de l'intégration
Portrait de Daouda Conte
- 19** Les femmes immigrées s'engagent pour la cohésion sociale
Interview de Fatimata Sy
- 24** L'AJMF : Une association au service de l'intégration des jeunes mauritaniens en France
Interview d'Abdallah Saghiri
- 28** Une femme de caractère
Interview de Alima Bathily

L'EDITORIAL

*Par Mamadou Lamine Djimera, membre
du Bureau du Grdr*



Dans le contexte de mondialisation des échanges et d'amplification des conflits et crises dans les pays du Sud et au cœur même de l'Europe (Ukraine), les flux migratoires vers l'Union européenne sont devenus un enjeu crucial dans le débat public, comme le montrent les débats qui ont précédé et accompagnent le projet de loi immigration et intégration du Gouvernement, qui est actuellement à l'ordre du jour du Parlement français.

En France, les représentations des étrangers et des immigrés dans l'opinion se sont fortement dégradées depuis les années 2010 : aujourd'hui, si l'on en croit les sondages, 70% des Français estiment qu'il y a "trop d'étrangers" et "qu'ils ne veulent pas s'intégrer".

L'immigration a pris diverses formes avec parfois des conséquences tragiques pour les jeunes qui tentent la traversée du Sahara et de la Méditerranée pour trouver "une vie meilleure". Aujourd'hui, l'immigration d'origine africaine et notamment subsaharienne, constitue une part importante de la population en France : plus de la moitié des immigrés ("personnes nées étrangères à l'étranger") présents aujourd'hui viennent d'Afrique et c'est sans compter leurs descendants qui sont de nationalité française car nés en France. L'apport économique des immigrés africains et subsahariens dans l'économie française n'est plus à démontrer.

Leur intégration sociale est contestée par certains mais elle se fait dans la durée, essentiellement par les efforts des immigrés eux-mêmes, comme cela a toujours été le cas dans l'Histoire. C'est parfois un parcours d'obstacles et il ne faut pas nier les difficultés rencontrées.

Elle se construit, plus ou moins vite, selon les personnes, avec l'aide d'associations comme le Grdr et d'autres (plusieurs interviews de ce numéro en témoignent), également avec l'aide des associations de ressortissants qui sont des ressources pour les nouveaux arrivants, des points d'appui et des passerelles vers une intégration par le logement et le travail.

Il faut aussi souligner l'importance de la contribution de la diaspora africaine au développement des pays d'origine : le montant des transferts financiers vers les pays du Sud est beaucoup plus élevé que toute l'aide publique au développement. Cette double appartenance aux pays d'origine et d'accueil favorise les liens entre eux et l'émergence d'un double espace économique et social rempli d'une multitude d'initiatives de solidarité et de développement : la coopération entre le Nord et le Sud s'y exprime ainsi concrètement par les solidarités humaines.

Le Grdr a depuis plus d'un demi-siècle, mené et accompagné cette dynamique de développement et d'insertion. Sa contribution essentielle, ici et là-bas, est une réponse et un combat contre les dynamiques de repli sur soi, du rejet de l'autre ; elle vise à une meilleure compréhension et pacification des relations humaines - un objectif que nous devons continuer à poursuivre, plus que jamais dans la période d'affrontements et de guerre en Afrique, au Moyen-Orient et ailleurs avec leurs répercussions en France.

INTÉGRATION DES IMMIGRÉS : UN « ÉCHEC » NI GÉNÉRALISÉ, NI MAJORITAIRE

Par Marie-José Bernardot, membre du Conseil d'administration



Photo de Metin Ozer sur Unsplash

La France est le plus vieux pays d'immigration en Europe (le pays comptait déjà 2,7 millions d'étrangers en 1931). Cette immigration s'est poursuivie par cycles tout au long du XXème siècle, tantôt bienvenue et encouragée par l'Etat (guerres /besoins de soldats ; reconstruction, croissance économique : besoins de main-d'œuvre non qualifiée), tantôt inopportune et renvoyée sans ménagements (immigrés belges et polonais dans les années 1880 marquées par la xénophobie, maghrébins à partir de 1974 à la fin des « Trente Glorieuses »). S'ils ont longtemps rêvé de retour au pays, la plupart des immigrés maghrébins et africains (comme ceux venus d'Espagne, du Portugal, d'Italie, etc.) se sont enracinés en France, y ont « fait souche ». Leurs enfants nés en France sont français (droit du sol). Cette immigration a fonctionné comme une « lente infusion » (François Héran) dans la population française – à l'opposé de la notion toxique de « grand remplacement ».

Selon l'INSEE, les immigrés (définition : personnes nées étrangères à l'étranger) étaient 7 millions en 2022 pour une population de 67,5 millions d'habitants en France. Près d'un tiers d'entre eux ont obtenu la nationalité française. Leurs descendants, nés en France donc français sont près de 8 millions (et plus de la moitié des descendants directs d'immigrés ont au moins un grand parent non immigré/ source INSEE 2023).

Sont-ils intégrés ou restés en marge de la société française ? L'«échec de l'intégration », comme phénomène général, est une idée fausse qui s'est répandue depuis les années 2000 à force d'être proclamée par des « responsables » politiques, à commencer par l'extrême droite (le Front National des années 80) puis la droite (RPR de Jacques Chirac dans les années 90 /2000).

Depuis 2012, ce discours a aussi contaminé les gouvernements socialiste et du centre, en particulier à travers les discours et les lois portés par leurs ministres de l'Intérieur successifs jusqu'à l'actuel titulaire du poste, Gérald Darmanin. Cette représentation se reflète dans les sondages depuis 2017 : elle serait partagée aujourd'hui par près de 80% des français (les chercheurs appellent ce processus « le cadrage de l'opinion »).

Le « constat d'échec » de l'intégration qui est matraqué est faux

Mais il faut y regarder de plus près pour découvrir que ce « constat » d'échec de l'intégration est largement erroné : c'est ce qu'ont fait les statisticiens et chercheurs des instituts publics INSEE et INED dans l'ouvrage « Trajectoires et origines, enquête sur la diversité des populations en France » (INED, 2016). Les études réalisées à partir de questionnaires portant sur 22 000 personnes sur un grand nombre de domaines (connaissance du français, niveau d'études, choix matrimoniaux, emploi, logement, pratiques religieuses, etc.) permettent de nuancer voire de déconstruire largement la thèse de l'échec de l'intégration – si l'on entend le terme « intégration » au sens d'inclusion dans la société.

Parmi les indicateurs positifs, on citera : La volonté d'apprendre le français pour les primo-arrivants (un tiers n'ont aucune connaissance de la langue en arrivant mais leur niveau s'améliore rapidement sur 5 ans), l'alignement sur une génération de la fécondité des femmes immigrées -2,6 enfants par femme- sur celle des françaises- 1,8 enfant en moyenne, la mixité des couples (16%), la moitié des descendants d'immigrés étant issue d'un couple mixte. Le choix du conjoint est d'ailleurs considéré par les sociologues comme un indicateur majeur de l'intégration culturelle. Et ce choix est de plus en plus ouvert en France (au contraire des Etats-Unis où la couleur de la peau reste déterminante).

Les immigrés ont des cercles amicaux plus diversifiés que les français... sauf lorsqu'ils vivent dans des quartiers très défavorisés où il n'y a pas de mixité culturelle. Les descendants d'immigrés se sentent français et contestent largement le concept d'intégration vécu comme une sorte de soupçon. En revanche, ils ressentent un « déni de francité » (Patrick Simon) : ils sont fréquemment considérés comme des étrangers et renvoyés à leurs origines s'ils font partie des minorités « visibles » (issus des immigrations africaines, asiatiques, ou ...antillais).

► 1. Maîtrise du français par les immigrés à leur arrivée en France

en %

	Compréhension				Expression orale				Lecture				Expression écrite			
	Pas du tout	Un peu	Bien	Très bien	Pas du tout	Un peu	Bien	Très bien	Pas du tout	Un peu	Bien	Très bien	Pas du tout	Un peu	Bien	Très bien
Europe, dont :	39	24	13	24	42	24	12	23	44	19	12	25	48	19	10	23
<i>Espagne, Italie</i>	32	27	15	26	36	25	14	25	32	24	16	28	40	23	13	24
<i>Portugal</i>	47	24	8	22	52	22	6	21	56	17	6	21	61	16	4	20
<i>Autres pays de l'UE27</i>	31	21	20	28	32	24	18	26	35	18	18	30	38	19	16	27
Afrique, dont :	14	16	23	47	15	20	21	44	18	17	18	47	19	18	17	45
<i>Algérie</i>	14	16	23	47	15	20	21	43	19	15	20	46	20	17	19	43
<i>Maroc, Tunisie</i>	16	21	24	39	18	26	21	35	20	20	20	40	21	22	19	38
<i>Afrique sahélienne</i>	13	14	22	52	13	15	22	51	18	14	17	51	19	14	17	50
<i>Afrique guinéenne ou centrale</i>	6	8	19	67	6	9	19	66	8	11	15	67	8	14	13	65
Asie, dont :	57	21	7	15	57	22	6	15	61	17	7	15	63	16	6	15
<i>Asie du Sud-Est</i>	48	24	8	20	49	24	7	19	51	20	9	20	51	21	8	20
<i>Chine</i>	48	35	13	5	46	38	11	5	51	32	12	5	52	33	11	5
<i>Turquie, Moyen-Orient</i>	63	13	7	17	63	14	6	16	66	11	6	17	68	9	6	17
Amérique, Océanie	31	22	20	27	32	28	13	26	34	21	15	30	37	21	17	26
Ensemble	29	20	17	34	30	22	15	33	33	18	15	35	35	18	13	33

Note : le niveau de maîtrise de la langue française est apprécié par la question suivante : « Lorsque vous êtes arrivé en France, quelle connaissance aviez-vous du français pour... ? Comprendre, parler, lire, écrire ».

Lecture : 29 % des immigrés âgés de 18 à 59 ans n'avaient aucune maîtrise de la compréhension de la langue française lors de leur arrivée en France.

Champ : France métropolitaine, immigrés âgés de 18 à 59 ans vivant en logement ordinaire.

Sources : Ined-Insee, enquête Trajectoires et Origines 2 (2019-2020).

D'autres indicateurs sont plus préoccupants : la France est en queue de peloton par rapport aux autres pays de l'OCDE en matière d'accès à l'emploi (sur-chômage, en particulier des femmes) mais aussi de réussite scolaire des enfants d'immigrés par rapport aux autres enfants. Mais Il faut noter des écarts importants entre enfants de l'immigration asiatique (« sur-réussite ») et enfants issus de familles maghrébines, africaines et turques (en situation de « sous-réussite »).

Les travaux sur les pratiques religieuses montrent que les descendants de familles maghrébines et africaines sont plus pratiquants que leurs parents. "Le regain de la pratique religieuse parmi les jeunes musulmans est devenu "un marqueur culturel et identitaire" dans un contexte mondial marqué par le développement d'un islam fondamentaliste (qui reste toutefois très minoritaire) via les réseaux sociaux". Ces travaux (de nouvelles enquêtes sont en cours depuis 2019) ainsi que ceux de l'OCDE montrent la complexité et la diversité des trajectoires d'intégration sociale : en France, pas plus qu'ailleurs, la notion d'un échec généralisé et global de l'intégration n'a pas de sens.

L'intégration est un processus social complexe et individuel

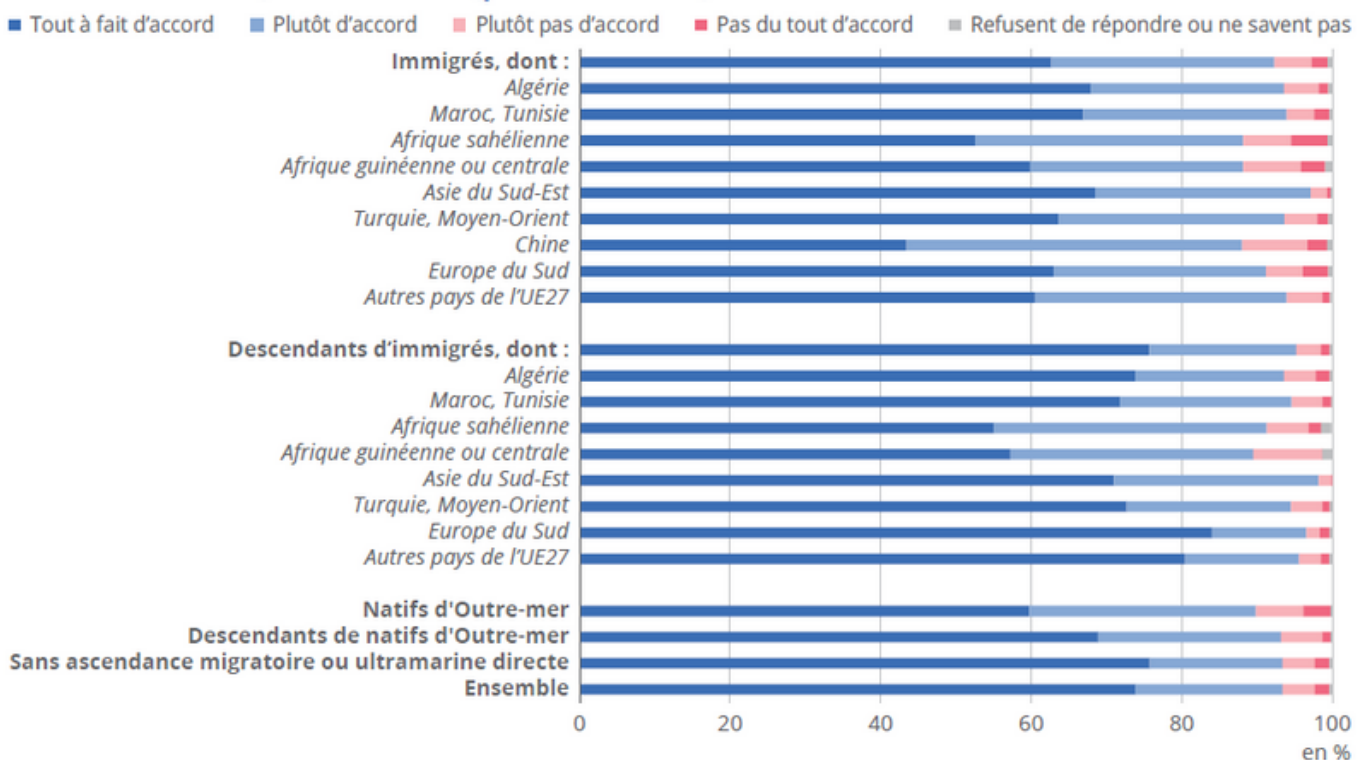
Encore faut-il rappeler (cf. sociologues de l'Ecole de Chicago) que l'intégration est un processus qui est plus ou moins long selon le niveau d'études à l'arrivée, la connaissance de la langue du pays d'accueil, etc. Il peut aussi varier selon l'origine géographique, l'éloignement ou la proximité culturelle, etc. Des travaux et des œuvres littéraires (cf. « le Village de l'Allemand ou le journal des frères Schiller » de Boualem Sansal/ Gallimard) montrent aussi qu'elle varie au sein d'une même fratrie et entre filles et garçons, frères et sœurs.

Plusieurs romans et des travaux universitaires (Benjamin Stora) témoignent aussi de l'impact encore actuel de la guerre d'Algérie sur plus de 4 millions d'habitants de la France (immigrés algériens, leurs descendants français, rapatriés d'Algérie, appelés du contingents) avec des mémoires douloureuses.

Ce processus d'intégration comme « acculturation » sociale ne dépend pas de la seule bonne ou mauvaise volonté des immigrants (cf. « ils ne veulent pas s'intégrer ») : l'ensemble des politiques publiques (emploi, logement, éducation, santé) devraient y contribuer et ce n'est pas suffisamment le cas en France, tout particulièrement concernant la politique nationale d'intégration.

Depuis 2014, cette politique nationale d'intégration concerne exclusivement les étrangers primo-arrivants détenteurs d'un titre de séjour et les réfugiés statutaires (reconnus comme tels par l'OFPRA ou la Cour nationale du droit d'asile) sur une durée de 5 ans maximum. L'apprentissage du français a été renforcé en 2019 mais doit être acquis en 2 ans. Elle laisse donc de côté tous ceux qui n'entrent pas dans ce cadre, y compris ceux qui sont là depuis plus longtemps. Depuis les années 2000, sous tous les gouvernements, la politique d'intégration a été largement cosmétique (budget 10 fois moins important qu'en Allemagne), verticale et injonctive. Elle s'est accompagnée d'un discours officiel sur l'échec de l'intégration et sur le « communautarisme », discours qui vise principalement les musulmans.

► 2. Sentiment d'être chez soi en France métropolitaine (pour les natifs d'Outre-mer et leurs descendants) ou en France (pour les autres)



Note : la question posée était « Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition « Je me sens chez moi en France métropolitaine » (pour les natifs d'Outre-mer et leurs descendants) ou « Je me sens chez moi en France » (pour les immigrants, leurs descendants et les personnes sans ascendance migratoire ou ultramarine directe) ? ».

Lecture : 68 % des immigrants venus d'Algérie déclarent être tout à fait d'accord avec la proposition « Je me sens chez moi en France ».

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 à 59 ans vivant en logement ordinaire.

Sources : Ined-Insee, enquête Trajectoires et Origines 2 (2019-2020).

Elle a réduit les financements des associations d'aide et d'accompagnement vers l'accès aux droits et a totalement ignoré les associations créées par les diasporas alors que celles-ci jouent un rôle important d'intégration des nouveaux arrivants et de mise en œuvre d'actions locales pour prévenir certaines dérives des jeunes (collectifs de mères à Paris, Marseille et beaucoup d'autres villes).

Ce numéro de l'Envol des Cigognes met en exergue des acteurs des diasporas africaines dont les initiatives sont aux antipodes du « communautarisme ».

LA RÉINTÉGRATION, UN PARCOURS À PART ENTIÈRE

Entretien avec Hawa Tounkara

Par Bernadette Thomas, membre du Conseil d'administration

Arrivée en France avec sa mère à 11 mois, Hawa Tounkara est française d'origine malienne. Sur décision de son père qui souhaitait qu'elle s'imprègne de la culture de son village, elle a été envoyée au Mali à l'âge de 9 ans, puis est revenue à 16 ans et demi en France, où elle vit depuis. A 38 ans, elle est mère de 4 enfants. Elle a obtenu le CAP petite enfance et travaille à la Maison des parents.



Fière de sa double culture et surtout d'avoir réussi à décider de sa vie, elle a créé une association socioculturelle de soutien à la petite enfance et à la parentalité.

Vous avez un parcours d'intégration atypique puisque vous avez vécu votre enfance en France et y êtes revenue en tant qu'adulte. Comment vous définissez-vous ?

Je suis à la fois une femme française et une femme africaine. Femme française parce que je connais la culture française, je connais la langue et les institutions. Femme africaine parce que je garde des coutumes de mon pays d'origine, cela peut étonner je m'habille en boubou. En Afrique, on écoute les aînés, en France on apprend à dire non et à faire sa propre critique.

Je suis riche de ma double culture, je ne choisis pas une culture plutôt que l'autre. Je prends dans chaque culture ce qu'il y a de bon, ce dont j'ai besoin.

Vous sentez-vous bien intégrée dans la société française et avec le recul, quel regard portez-vous sur votre parcours ?

Pendant 10 ans, j'ai été une mère de famille au foyer, active et bien intégrée. Je n'étais pas qu'à la maison. J'allais à la crèche au début en tant que maman, puis j'y ai travaillé dix ans en tant que professionnelle.

J'ai fait du bénévolat aussi, tout en élevant mes enfants. A l'école, je suivais des enfants en tant que parent-déléguée. Là, je suis chargée d'accueil parent-enfant à la Maison des parents. Je suis toujours active comme bénévole à la Maison de quartier et dans plusieurs associations.

Cela n'a pas été facile parce que je me suis heurtée au poids de ma communauté quand j'ai voulu travailler et sortir du schéma traditionnel « mère au foyer, éduquer mes enfants et attendre que mes enfants grandissent et soient autonomes pour pouvoir partir ». Moi, je voyais les choses autrement, je ne voulais pas rester éternellement à la maison, sachant que je pouvais faire des choses.

Quand mon troisième enfant est entré à l'école, encouragée par les professionnels que j'avais rencontrés, j'ai voulu faire un CAP petite enfance. Ça a été la galère pour trouver un centre de formation qui accepte de me prendre car on me refusait à cause de mon âge, mon niveau scolaire ou mon accent à l'oral.

L'intégration n'a pas été facile à vivre. Diriez-vous que cela vient principalement de votre communauté d'origine ou plutôt de la discrimination que vous avez ressentie de la part des représentants des institutions françaises ?

L'important est que je sais qui je suis. J'ai été prise entre les attentes de la communauté par rapport à moi en tant que maman et mon désir d'émancipation. On m'a critiquée puis rejetée. Quand j'ai voulu concilier vie familiale et professionnelle, mon divorce n'a pas été accepté. Mais c'est aussi avec les représentants des institutions françaises que j'ai rencontré des difficultés à faire accepter mon choix de vie et mon souhait d'un métier qui ne correspondait pas aux stéréotypes.

Quand on va à Pôle Emploi pour trouver une formation, on vous ramène tout de suite à femme de ménage, ou femme de chambre dans l'hôtellerie. C'était très compliqué d'expliquer à la conseillère que j'ai envie de faire autre chose que ce qu'elle voulait que je fasse et que je peux faire autre chose.

La discrimination vient des gens qui n'écoutent pas et jugent sur l'apparence, sans connaître et ne cherchent pas à comprendre qui est la personne.

Votre connaissance de la langue française n'a pas été un atout pour faciliter votre intégration ?

Après toutes les années passées au Mali, c'était une langue que j'avais perdue, ne parlant plus, ne lisant plus, je ne pratiquais plus, j'ai oublié. Il n'y avait pas d'école là-bas à mon époque. Avant mon départ, j'étais scolarisée, je parlais français avec mes parents. Ça a été un choc au retour de me rendre compte que j'avais du mal à parler français et à lire. Il a fallu que réapprenne la langue que je ne maîtrisais pas. C'est en regardant des séries à la télé et les infos que j'ai réappris le français. La mémoire est revenue peu à peu et après mon père m'a inscrit à un collège pour retourner à l'école et pouvoir revenir à la base pour réapprendre la langue française.

C'était très compliqué. J'ai décidé d'arrêter après sept mois, quand je me suis retrouvée enceinte. J'ai eu ma fille, je l'ai élevée et en même temps j'allais à la médiathèque, dans les centres de quartier, j'allais apprendre en participant à des ateliers (culture, cuisine, langue française, sorties) et en parlant avec des gens.



Pouvez-vous nous parler de votre association ? Quand et pourquoi l'avez-vous créée ?

Je l'ai créée il y a quatre ans. Elle s'appelle Taguérané ce qui veut dire destinée en soninké. C'est une association qui a pour but l'accompagnement et le soutien à la parentalité à travers la culture, l'entrepreneuriat féminin et l'interculturalité ici et là-bas (cf. encadré). Durant mon parcours professionnel, j'ai rencontré des papas et des mamans en difficulté, sachant que beaucoup sont des primo-arrivants.

Ils ont moins de chance que moi parce que moi, qui avais un regard d'enfant, j'ai rencontré sur mon chemin de bonnes personnes, bienveillantes, qui m'ont appris comment est la France. De plus, je suis venue avant quand j'étais toute petite mais eux ils viennent directement du pays, ils ne connaissent pas les codes, n'ont pas de repère et sont souvent isolés ; on les voit quand les enfants entrent à l'école maternelle. C'est en général le premier contact avec la collectivité, avec le professeur et c'est un choc pour l'un et pour l'autre parce que les parents ne comprennent pas le système scolaire ; les profs essaient de comprendre aussi ces parents-là mais il y a la barrière de la langue et le décalage culturel.

Je me suis dit qu'il y avait quelque chose à faire : essayer de comprendre et de prendre le temps de s'écouter dans une vie où tout va trop vite. Je dirais que l'école est un lieu d'intégration mais il faut des relations parents-professeurs différentes. Les profs ne sont pas assez formés à l'interculturalité, ni au lien avec les parents. Parce que je suis passée par là, que j'ai appris et que j'ai ce double regard, j'ai eu envie de les accueillir et les accompagner sans les juger, de mettre mes compétences et mon expérience à leur service pour aider à leur intégration.

L'accompagnement à la parentalité par l'association Taguérané (Destinée)

Créée en 2020 à partir de la prise de conscience des problématiques vécues par les mères et les enfants dans le processus d'intégration, l'association œuvre dans l'accompagnement à la parentalité et à la jeunesse, à travers des actions sociales, entrepreneuriales, interculturelles et intergénérationnelles. Elle intervient principalement à Massy et Grigny mais participe aussi sous forme de prestation ou de représentation de chants et danses traditionnels à des événements dans l'ensemble de l'Île-de-France.

L'association s'attache ainsi à mettre en valeur la créativité et le dynamisme de la jeunesse issue des quartiers sensibles en contribuant au rayonnement de la culture avec cette idée que l'éveil culturel peut exercer une influence déterminante dans l'intégration sociale des familles. Ses actions s'adressent aux familles avec l'objectif de renforcer le lien social en répondant aux besoins des adultes, enfants et adolescents dans un esprit de partage, de cohésion et de transmission collective.

L'association propose des ateliers à thème sur des initiatives féminines (avec le Grdr), des cours de danses, des ateliers de couture ouverts à tous, des ateliers d'artisanat éco-responsable (teinture du Bogolan, broderie ancestrale), des ateliers de transformation d'aliments cultivés au Mali (maïs, mil, etc.), la vente des productions. Elle vient d'organiser sa première action sociale de collecte de denrées alimentaires pour lutter contre la précarité. Treize familles en situation de vulnérabilité ont pu en bénéficier.



LE DOUBLE ESPACE AU SERVICE DE L'INTEGRATION

Portrait de Daouda Conte

Par Mathilde Chassot, trésorière du Grdr



Daouda Conté est arrivé à Lille en 2011 de la République de Guinée avec pour objectif de poursuivre ses études de droit en France. Les premiers mois dans le Nord n'ont pas été faciles. Il lui a fallu s'habituer au climat et à la pédagogie des universités françaises, très différente de celle de l'université guinéenne. Et surtout concilier études et travail pour financer sa formation.

Très vite, il s'est cependant engagé dans le milieu associatif, notamment une association d'entraide entre étudiants guinéens et plus largement africains. Très actif pendant plusieurs années au sein de l'association des étudiants guinéens des Hauts-de-France dont il fût secrétaire général (2012-2014), et qu'il présidera ensuite deux ans (2014-2016), il souhaite faire bénéficier les nouveaux arrivants de son expérience et de ses conseils pour faciliter leur intégration : aide pour trouver un logement, appui pour renouveler les papiers, accès à l'emploi. Les difficultés rencontrées pour accéder au marché de l'emploi sont nombreuses ; les questions de l'intégration par l'emploi et des démarches pour obtenir un titre de séjour, pendant et après les études, restent selon lui un enjeu majeur pour une bonne insertion.

Aujourd'hui, toujours installé dans la métropole lilloise avec sa famille, Daouda mène des activités économiques entre la France et la Guinée : « *je travaille à la création de mon entreprise D.CONTE ADVICE en Guinée et en France avec mes associés. Nous créons un cabinet de consulting, de conseils, d'orientation et d'accompagnement administratif ainsi que de levée de fonds d'investissements.* » Il est aussi associé dans une entreprise de négoce entre les deux pays et responsable dans une entreprise de sécurité informatique. « *De ma propre expérience personnelle et professionnelle, j'ai compris qu'il faut entreprendre pour atteindre mes objectifs* ».

Entrepreneuriat et engagement caractérisent Daouda tout comme le double-espace entre ici et là-bas qui est au cœur de son parcours d'intégration, à la fois sur le plan professionnel et sur le plan associatif.

Daouda est convaincu que l'intégration passe par la capacité de s'adapter au fonctionnement du pays d'accueil, tout en gardant ses propres valeurs et un lien fort avec le pays d'origine : « *il faut savoir pourquoi on vient en France, rester concentré sur ses objectifs et respecter la culture et la loi françaises* ». Il se mobilise en vue de l'intégration en France des populations issues de l'immigration, du renforcement des échanges avec les pays d'origine et de la contribution au développement de leur région d'origine.

Après ses études, il a continué à militer dans des associations de ressortissants guinéens et a été élu président de la Fédération des associations guinéennes des Hauts-de-France (FAG-HDF) à sa création en 2018. (NDRL : Née d'une volonté de mutualisation et d'une meilleure structuration des OSIMs, la FAG-HDF est composée de 12 associations adhérentes et a pour missions principales de promouvoir la solidarité et l'entraide mutuelle et d'accompagner les associations membres dans leurs projets de développement socio-économique et culturel en France et en Guinée).

Il représente également l'association au sein de la CAGF (Coordination des Associations Guinéennes de France) et du Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (COSIM-HDF). Il a beaucoup



appris auprès de ses responsables très engagés également au niveau national (Thierno Camara, ancien Président CAGF et du Forim, Abdoulaye Bah, ancien Président de la CAGF, Tahirou Bah, Trésorier CAGF et Netty Diallo, Vice-présidente etc).

En outre, il a initié, avec des amis doctorants et universitaires en 2016 à Lille, la création d'une ONG GIGA qui signifie Guinean Initiative for New Generation's Action et réunit plusieurs compétences de jeunes ainsi que d'enseignants chercheurs. C'est un Think Tank qui intervient sur des questions d'éducation citoyenne et de développement. Il est aussi responsable de la structure Africa Culture 224 qui intervient dans la promotion de la culture et a organisé cet été le premier Festival Nimba.

Très actif dans le milieu de la diaspora guinéenne, son engagement illustre bien le rôle important des diasporas qui permettent aux citoyens issus d'un même pays et vivant sur un sol étranger, de faire vivre leur culture et leurs traditions et de faciliter également l'intégration de nouveaux ressortissants.

LES FEMMES IMMIGREES S'ENGAGENT POUR LA COHESION SOCIALE

Interview de Fatimata Sy

Par Elisabeth Muller, secrétaire du
Conseil d'administration



Fatimata Sy est originaire de la région de Matam au Sénégal. En mars 1980, dans le cadre d'un regroupement familial, elle est venue, à l'âge de 8 ans, rejoindre son père qui habitait déjà en France. Elle était accompagnée de sa mère et de son petit frère. Après un parcours d'intégration fait de hauts et de bas, elle est aujourd'hui très active au sein de son quartier pour lutter contre la violence des jeunes et rétablir un dialogue citoyen entre ces jeunes et l'Etat. Un engagement qui a pris tout son sens lors des émeutes qui ont secoué les banlieues parisiennes en juin dernier.

Comment avez-vous vécu cette arrivée ?

J'étais heureuse de rencontrer mon père. En plus, j'avais cet imaginaire de la belle France, pas du tout ce que j'ai rencontré quand nous avons atterri à Marseille. Je me suis dit : « qu'est-ce que je fais ici ? » J'avais envie de rentrer tout de suite.

Au Sénégal, je n'avais jamais étudié. Je suis entrée pour la première fois dans une école quand je suis venue en France. A l'école, c'était difficile, les enfants peuvent être très cruels. On se moquait de moi.

J'étais toujours réactive, mais il fallait aussi défendre mon frère parce qu'il était un peu timide. Une autre partie importante de mon adaptation était la langue, ce n'était pas évident. Je ne comprenais pas comment poser des questions en français.

C'étaient deux cultures différentes. À l'école, je me comportais de manière européenne. Chez moi, il y avait toutes les traditions africaines. J'étais une fille, il fallait alors balayer, aider ma mère avec des tâches ménagères.

Quel est votre parcours professionnel ?

Je ne vais pas dire que j'ai souffert à travers la migration parce que c'était une expérience plutôt positive. J'ai vécu à Marseille pendant toute ma jeunesse. Après l'école, j'ai travaillé pour une grande marque cosmétique américaine (Fashion Fair) de 1993 à 1996. Je vendais des produits spécifiques pour les peaux mates. Parallèlement, je me suis mariée et j'ai eu deux enfants. J'étais heureuse. Puis, l'entreprise pour laquelle je travaillais a été vendue à un grand groupe et j'ai été licenciée.

Après plusieurs années de chômage, j'ai fini par toucher le RSA. A ce moment-là j'avais besoin de gérer ma vie toute seule. C'est pourquoi j'ai déménagé en 2001 chez mon oncle aux Mureaux, où je me suis reconvertie pour travailler dans une grande entreprise automobile.

Comment êtes-vous arrivée et avez-vous fait votre vie à Corbeil Essonne ?

Après huit mois aux Mureaux, j'ai rencontré le papa de mon troisième enfant, qui m'a emmenée à Corbeil Essonne. Je ne connaissais personne, j'allais donc tous les week-ends aux Mureaux.

Là-bas, j'avais une communauté, outre ma famille, mes cousins et cousines, de nombreuses personnes venaient du Sénégal.

Qu'est-ce qui vous a menée vers le militantisme et la vie associative ?

Un jour, je parlais en peul avec mon mari au supermarché de Corbeil Essonne, une femme nous a entendus parler dans ma langue maternelle et s'est adressée à moi. Nous sommes devenues amies, elle m'a présentée à plusieurs personnes, nous avons constitué une communauté de peuls, maliens et autres immigrés et en 2010, j'ai créé mon association pour accompagner les femmes de la communauté parce qu'il y en a beaucoup qui ne savent ni lire ni écrire.

Nous les accompagnons dans leurs vies, dans leur parcours, dans la parentalité. Lorsqu'elles sont invitées à l'école, on les accompagne pour jouer le rôle d'interprète. On les guide vers les services sociaux et on crée des activités de loisirs aussi.

On les emmène à la mer, en Belgique ou même pour passer une journée à Paris.

Il y en a beaucoup qui ne connaissent pas Paris, on les accompagne deux, trois fois, juste pour montrer qu'elles sont autonomes, qu'elles sont capables de prendre un bus ou le RER.

Quelle est votre activité associative aujourd'hui ?

Aujourd'hui, je suis aussi présidente du collectif « Gilets Roses », collectif de mamans de Corbeil, totalement bénévole. Le collectif a été créé en réaction aux rixes dans les quartiers, des jeunes qui se bagarrent, etc. Les personnes qui en souffrent le plus sont les mamans, parce que les enfants ont de grandes chances d'être victimes des rixes. Et elles sont parfois très violentes, c'est une grande source d'inquiétude, que ton enfant soit l'agresseur ou l'agressé.

En 2017, une tragédie nous a fait réagir : deux frères ont été tués. Des enfants, une catastrophe. À ce moment-là, nous avons décidé que nous devions avoir un meilleur dialogue avec nos enfants. C'est pour cela qu'on a créé le collectif, pour lutter contre la violence des jeunes, pour lutter contre les rixes et les bandes rivales entre les quartiers.

Que ce soient des enfants maghrébins ou africains, c'est la même cause : il faut éradiquer ce fléau, apporter de la sérénité.



Comment vous y prenez-vous ?

Avant de demander de l'aide, on doit agir par nous-mêmes. Il faut qu'on explique à nos enfants, les enfants issus de la migration, que quelquefois leur réaction contre l'État peut nuire à notre propre communauté. Quand ils brûlent une voiture dans notre quartier, ce n'est pas une voiture de l'État, c'est une voiture d'une personne qui n'a pas les moyens d'en acheter une autre. Nous devons également rapprocher la police de la population. La police fait son travail, on a besoin les uns des autres.

Nous avons décidé de faire de la prévention dans les écoles, l'école primaire, le collège, le lycée, de nous centrer sur la formation des enfants de la diaspora. On peut être l'intermédiaire entre l'école et les parents, parce que quelquefois l'école ne compte pas avec la famille, ils ont du mal à les voir.

Comment avez-vous vécu les émeutes du mois de juin 2023 ?

Les émeutes ont été terribles. Des jeunes de 13-14 ans se révoltaient contre l'Etat parce qu'ils avaient le sentiment qu'ils étaient toujours montrés du doigt, qu'ils n'avaient pas d'avenir, qu'on ne leur donnait pas une seconde chance. On avait peur pour nos enfants !!! En tant que mamans nous acceptons que nous sommes parfois défailtantes, mais l'Etat a aussi une responsabilité.

Pour écouter les jeunes, nous organisons des maraudes. Ils nous parlent de leurs difficultés avec la police et nous essayons de les raisonner. Nous demandons que les autorités écoutent les acteurs locaux qui connaissent bien le terrain. La politique de la ville ne va pas où il faut.

Qu'est-ce qui vous motive aujourd'hui ?

Pendant toute ma vie en France, j'ai subi des discriminations, directes ou indirectes. Quand j'ai travaillé dans la cosmétique, j'étais la seule personne racisée dans l'équipe. Mes amis me demandaient « Comment tu peux travailler là-bas ? », je répondais qu'il ne faut pas se limiter, il faut faire face à des situations gênantes et occuper tous les espaces, tous les postes de travail.

Mais il faut avoir confiance en soi. Généralement, après avoir été victime de discrimination, on internalise ce qu'on a subi et on se met en deuxième plan. Il faut avoir confiance pour oser, entreprendre, faire face aux injustices.

Quelle relation entretenez-vous avec votre pays d'origine ?

Aujourd'hui, j'ai une bonne relation avec ma famille au Sénégal. C'est une manière de ne pas oublier mes origines. Je suis fière de savoir d'où je viens, c'est la seule manière d'avancer. En 2018 je suis allée au Sénégal avec la caravane de la diaspora.

On a voyagé dans tout le Sénégal, les quatorze régions jusqu'en Casamance. On a rencontré des habitants de toutes les régions, j'ai appris plein de choses sur mon pays que je ne connaissais pas. Je côtoyais des chefs de village qui me racontaient leurs problèmes, des villages sans électricité.

On a beaucoup parlé avec des jeunes, on leur a expliqué les dangers de la migration irrégulière, les dangers d'essayer de traverser la Méditerranée en bateau. De nombreux jeunes meurent en essayant la traversée, c'est une triste réalité. C'est pourquoi j'ai envie d'acheter un terrain au pays et de développer une entreprise agricole là-bas. Si les jeunes ont du travail, peut-être qu'ils n'essayeront pas d'émigrer clandestinement. Pendant un moment, j'ai même arrêté de manger du poisson juste parce que je pensais à mes frères et sœurs qui meurent dans la mer, mon cœur pleure pour ça. En plus, je reviens au besoin d'investir en Afrique pour lutter contre la migration irrégulière. La France et les gouvernements européens doivent créer des projets pour inciter les jeunes à rester chez eux, leur donner des moyens d'entreprendre.



UNE ASSOCIATION AU SERVICE DE L'INTEGRATION DES JEUNES MAURITANIENS EN FRANCE

Interview d'Abdallah Saghiri - Président de l'Association des Jeunes Mauritaniens de France (AJMF)

Par Jean-Marc Pradelle, président du Grdr



Quel est l' « état civil » de l'AJMF ?

C'est une association loi de 1901, créée en 2003. Nous allons fêter son 20ème anniversaire le 3 décembre prochain, dans une salle parisienne à Montparnasse. Ce sera un coup double puisque l'AJMF organise traditionnellement sa rencontre annuelle le premier week-end après la fête nationale mauritanienne (le 28 novembre).

Le 3 décembre, il y aura deux tables rondes consacrées à la contribution de la diaspora au développement économique de la Mauritanie, d'une part, au développement socio-culturel d'autre part.

L'association a été créée par des étudiants mais les étudiants vieillissent et l'AJMF comprend également aujourd'hui de jeunes actifs qui ont achevé leurs études. C'est par exemple mon cas. Je suis venu en France en 2016, après des études en Mauritanie et au Maroc, pour un master 2 en finances de marché. Je travaille depuis plusieurs années dans une société de financement local tout en poursuivant ma formation sur des domaines complémentaires comme la finance sociale et durable (au Conservatoire National des Arts et Métiers). L'AJMF conserve même des relations avec des jeunes retournés au pays. Et avec des jeunes mauritaniens ou mauritaniennes qui se sont mariés en France.

Quel rôle joue l'AJMF en termes d'intégration des jeunes mauritaniens en France ?

L'AJMF accompagne l'intégration des jeunes mauritaniens en France sur deux plans : la vie étudiante et l'accès à l'emploi. L'accès à l'information est l'une des conditions clefs pour l'intégration et on joue un rôle important dans ce domaine en informant les étudiants dès leur fin d'études en Mauritanie. Elle recommande l'inscription sur Campus France, elle les conseille sur l'accès au logement. Un groupe WhatsApp est créé chaque année avec une nouvelle « promotion » d'étudiants, environ 50 à 60 par année. La plupart d'entre eux viennent pour un second cycle mais il y a également un petit nombre d'étudiants en 1ère année.

Plus de la moitié sont inscrits en Ile-de-France mais aussi dans plusieurs autres régions, notamment à Bordeaux, à Lille ou à Lyon, avec parfois des partenariats inter-universitaires comme entre les universités du Havre et de Nouakchott. Les étudiants mauritaniens ont des atouts pour leur intégration. Ils sont francophones, arrivent pour un second cycle, sont soutenus par leur famille. L'AJMF leur offre la possibilité de s'intégrer dans un réseau.

Concrètement, quel type d'accueil propose l'AJMF ?

Alors il y a 3 types d'accueil. Tout d'abord sur les démarches administratives, dès l'arrivée... Et même avant ! L'AJMF encourage par exemple les futurs étudiants à se rapprocher du programme français réservé aux étudiants, Campus France, qui est un point de passage obligé pour les inscriptions comme pour l'obtention du visa. L'AJMF aide parfois des étudiants à trouver des formations en français mais ce besoin est faible car en général ils parlent assez bien le français.

En second lieu, on les aide à gérer leur budget, à accéder aux tarifs étudiants, à trouver des jobs d'étudiants pour leur permettre de financer des formations complémentaires, à s'inscrire dans les clubs d'université, etc.

Enfin, l'AJMF offre des animations, des activités culturelles mauritaniennes, des « meet up » (NDLR : rencontres autour d'un thème), des tournois de football pour les garçons (huit équipes de sept joueurs) ou autres activités sportives pour les filles.

L'association comprend-elle également de jeunes actifs ?

Oui. L'AJMF accompagne également l'accès à l'emploi et la création d'entreprises. Nous conseillons d'ailleurs aux étudiants d'avoir une première expérience professionnelle en France avant de rentrer en Mauritanie. L'association a par exemple accompagné des jeunes vers la création d'entreprises qui marchent très bien comme la plateforme de transferts monétaire CADORIM qui fonctionne avec l'Europe, le Moyen-Orient, les Etats-Unis et le Canada. Ou l'entreprise informatique ADIAS, créée par plusieurs membres de l'association dont un ancien président, qui offre des possibilités de stage aux étudiants actuels, dans un secteur qui demeure porteur en termes d'emplois. Mais l'accès à l'emploi devient plus difficile, notamment pour les jeunes femmes.

Quels types de partenariats recherchez-vous ?

Au-delà des relations avec les écoles et universités, nous avons de bonnes relations avec l'ambassade de Mauritanie en France qui s'intéresse aux jeunes ressortissants mauritaniens en France. Nous avons par ailleurs un dialogue avec les autorités universitaires en Mauritanie, qui voudraient éviter la fuite des cerveaux, ce qui risquerait de restreindre les opportunités. Le dialogue est établi. L'AJMF est volontaire pour participer à la définition des politiques pour la jeunesse. Et pour travailler en partenariat avec d'autres associations travaillant sur la jeunesse ou la mobilité, comme le Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe (RAME) ou le Grdr, notamment dans le cadre du programme « Graines de citoyenneté ».

L'une de nos difficultés est le financement, nous n'avons aucun financement public côté français et les financements sont modestes côté mauritanien. Cela nous empêche d'entreprendre plus. Nous devons être prudents sur les financements car nous tenons absolument à notre indépendance et à la pluralité à la fois politique et ethnique : l'AJMF regroupe des étudiants de toutes les régions de Mauritanie.

ALIMA BATHILY, UNE FEMME DE CARACTERE

Par Cécile de Rouville, adhérente du Grdr (Sur des propos recueillis par Elida Kocani, coordinatrice du Grdr Ile-de-France)



Alima Bathily est une femme étonnante par la force de son caractère et sa détermination. Originnaire de Kayes au Mali, elle a fui un mariage forcé mais aussi l'impossibilité de poursuivre ses études et d'avoir un emploi. Partie du domicile conjugal à 17 ans après trois ans de mariage, elle a fait un parcours migratoire risqué, d'autant plus en tant que femme. Après avoir vendu l'or reçu à l'occasion de son mariage, elle a payé des passeurs qui l'ont emmené au Maroc, puis en Espagne et enfin en France. Le voyage a duré un mois, « un mois très dur », dit-elle, « car il fallait se débrouiller pour se nourrir ». Après des débuts difficiles en France elle a su, grâce à sa volonté et au soutien d'associations, s'intégrer rapidement par l'apprentissage de la langue française et l'acquisition d'un travail salarié. Elle a aujourd'hui 29 ans et vit en France depuis 12 ans.

Pourquoi as-tu choisi de venir en France ? Tu aurais pu rester au Maroc ou en Espagne puisque tu es passée par ces pays.

Alima Bathily : Mon projet a toujours été de venir en France. Quand j'étais à l'école, on m'a appris que la France est un pays où les droits de l'homme sont vraiment respectés. C'est le pays de la liberté.

Quand tu es arrivée à Paris, comment ça s'est passé au niveau pratique ? Est-ce que tu avais ici des connaissances, des amis, quelqu'un de ta famille peut-être ?

Des gens de ma famille, oui, mais je n'ai vraiment pas voulu les appeler pour avoir de l'aide. Parce que chez nous, quand tu fuis un mariage, tu es bannie, tu es reniée par ta famille.

C'est fini pour toi, tu ne fais plus partie de la famille. Ta vie, c'est ton problème. Quand je suis arrivée à Paris je me suis battue toute seule. Je dormais un peu partout, dans des parcs, sous les ponts, dans les gares. A ce moment-là, je connaissais seulement une personne : un monsieur que j'avais rencontré dans le bateau en venant du Mali et qui avait de la famille à Paris.

Il me ramenait à manger quand il faisait des courses. Et puis j'ai rencontré l'association « Larris au Coeur » à Val-de-Fontenay où j'ai pu apprendre le français. Pendant la journée, j'étudiais à l'association. Le soir, je marchais vers un parc, une gare ou même un pont tranquille pour dormir.

Lors d'une fête du 8 mars (Journée internationale des droits des femmes) j'ai rencontré une femme à la mairie de Montreuil qui m'a recommandé d'aller dans une autre fête où je trouverai plein d'associations. C'est là que j'ai rencontré le Grdr.

C'est cette rencontre qui a déclenché quelque chose ?

Qui a tout changé, en fait. J'ai tout eu par le Grdr.

Le lendemain de cette fête j'ai eu un rendez-vous au Grdr avec Oumy (NDLR : Oumy Dieye est responsable des programmes insertion et entrepreneuriat au sein de l'antenne Ile-de-France du Grdr). Je lui ai raconté mon histoire et elle m'a conseillé de faire une demande d'asile. Je ne savais même pas ce qu'était l'asile ! Tout a changé, j'ai eu la carte d'Allocation pour demandeur d'asile (ADA) pour me nourrir et un hébergement dans l'Aube, au nord de Troyes. Neuf mois après, j'ai été reconnue comme réfugiée.

J'ai alors choisi de déménager dans un petit studio en Ile-de-France. J'étais toujours en contact avec Oumy, elle m'a aidé à faire mon C.V. et j'ai candidaté pour des postes. Le lendemain, j'ai eu un entretien dans un grand supermarché qui m'a donné mon premier CDI. Trois mois après, j'ai été embauchée aussi dans la restauration rapide.

De 7 heures à 14 heures j'étais dans le supermarché, de 15 heures à 2 heures du matin j'étais dans la restauration rapide. Cette vie en double journée a duré trois ans, et puis j'ai connu quelqu'un avec qui j'ai créé un lien. Je suis tombée enceinte et j'ai choisi de continuer à travailler seulement au supermarché.



Quand tu as eu le statut de réfugiée qu'est-ce qui a changé pour toi ?

A part les démarches administratives, une autre chose a changé : ma santé mentale. Tout d'abord j'étais heureuse d'avoir des papiers, mais en plus de la régularisation j'avais la protection. Avant j'avais peur que ma famille vienne me chercher. Cette peur a disparu quand Oumy m'a dit que maintenant j'étais protégée par la France.

Et après ton arrivée en France, comment as-tu réussi à t'adapter à la vie française ?

Mon adaptation...quand je suis venue et que je dormais un peu partout ?

C'est grâce à l'association « Larris au Cœur » que j'ai pu m'adapter,

parce que je passais la journée là-bas, il y avait des livres, et puis on y faisait un peu de tout. Je peux dire que c'est grâce à eux que je parle bien le français. Il y avait des livres, il y avait des professeurs qui me montraient les bases, comment m'adapter et tout ça.

Donc ton intégration est beaucoup passée par la langue ?

Par la langue parce que je n'ai pas fait de grandes études. Je n'ai même pas fait le collège. Donc c'est grâce à cette association « Larris au Cœur » que je me suis bien instruite, avec l'alphabétisation, les livres pour bien m'exprimer en français, la signification d'un mot, tout ce qu'il faut pour qu'on s'adapte, pour qu'on s'intègre à la vie d'ici. C'est là-bas que j'ai appris.

Tu as laissé au Mali deux enfants que tu as eu avec ton premier mari et ils sont toujours là-bas. Tu as donc un lien important avec le Mali. Comment est-ce que tu vis ce lien-là ?

Mes enfants, je les appelle au téléphone mais c'est vraiment dans mon projet de faire venir ma fille en France. C'est ce qui me préoccupe le plus aujourd'hui, car ma fille aura bientôt 14 ans, l'âge que j'avais quand on m'a mariée de force. J'ai peur qu'un jour on m'appelle pour me dire qu'elle est chez son mari. Je dors et je me réveille tous les jours en pensant à elle.

C'est pourquoi j'ai déménagé dans un appartement plus grand, je m'organise pour recevoir ma fille.

Avec mon statut de réfugiée, je peux demander un regroupement familial et ma fille peut venir par avion. En attendant que la démarche soit prête, je paye toutes les dépenses financières de mes enfants, la plus importante étant l'école. Comme j'ai dû arrêter mes études à l'âge de 14 ans, je ne veux pas que le manque d'éducation se reproduise pour mes enfants. C'est pourquoi je leur paye la meilleure école de la région.

Je voudrais parler de la discrimination, du fait que tu es Africaine et que tu es une femme aussi. En France, le fait d'être une femme africaine a-t-il été un problème pour toi ?

Non, je n'ai jamais eu de problème de ce côté. Au contraire, je peux dire qu'au boulot j'étais favorisée, parce que je me souviens que c'est moi qui faisais la presse. C'est maintenant que j'ai changé de secteur. Donc du côté discrimination, je n'ai jamais eu de problème. J'ai été entourée par des gens vraiment cool et ils sont toujours là.

Et comment se passe ta vie maintenant en France ?

Aujourd'hui, je suis très heureuse de ma vie. Je peux dire que j'ai tout, j'ai un logement, j'ai mon permis et ma voiture. J'ai un travail. J'ai un mari que j'aime. C'est complètement différent de la vie que j'avais au Mali. Ici, je suis heureuse !

